

En Espagne, la possibilité d'un discours de gauche sur l'immigration

« SUR LE TAUX DE DÉLINQUANCE, LES ÉTRANGERS NE SONT NI MEILLEURS NI PIRES QUE NOUS »

PEDRO SANCHEZ
premier ministre espagnol

L'Espagne doit choisir entre être un pays ouvert et prospère ou un pays fermé et pauvre», a lancé Pedro Sanchez à la tribune du Congrès des députés le 9 octobre. Avant d'ajouter, solennel: « Nous, Espagnols, nous sommes les enfants de la migration, nous ne serons pas les parents de la xénophobie. » Dans une Europe en proie au repli identitaire, le président du gouvernement espagnol offre une vision du phénomène migratoire à contre-courant de celle qui s'est imposée chez ses voisins.

Faisant fi des imaginaires de la peur utilisés par l'extrême droite, le dirigeant socialiste s'applique à dessiner un tableau positif de la migration, à la fois humaniste et pragmatique. « Je pense que les gouvernements européens se trompent quand ils abordent le débat sur la migration, parce qu'ils le centrent sur des aspects négatifs », a-t-il expliqué le 23 octobre.

Face à « l'hiver démographique » d'une Europe qui risque de perdre 30 millions de personnes en âge de travailler dans les vingt prochaines années, ou le fait que 150 000 emplois sont actuellement vacants en Espagne faute de main-d'œuvre, il défend l'immigration comme l'une des principales solutions.

Alors que la politique de l'Italienne Giorgia Meloni a de plus en plus d'adeptes, Pedro Sanchez s'en démarque clairement. « La création de centres [de rétention] dans des pays tiers ne résout rien et crée de nouveaux problèmes », a-t-il déclaré. Au discours sécuritaire, il répond par les statistiques. « Si nous analy-

sons les données de manière rigoureuse, en prenant en compte l'âge et le niveau de revenus, le taux de délinquance des étrangers est le même que celui des Espagnols. Ni plus ni moins. Parce que la réalité, c'est que les étrangers ne sont ni meilleurs ni pire que nous », a-t-il résumé le 9 octobre.

Ce jour-là, à l'occasion d'une session parlementaire consacrée à l'immigration, convoquée à la demande du Parti populaire (PP, droite) en raison de la crise migratoire dont souffrent les îles Canaries – 33 000 migrants y sont arrivés depuis le début de l'année (+ 40 % en un an) –, il a invoqué l'histoire et resuscité des valeurs européennes que beaucoup semblent avoir oubliées. M. Sanchez a rappelé que l'histoire des Européens ne peut pas être dissociée de celle des migrations. Dans le cas de l'Espagne, près de 2 millions de personnes ont émigré entre 1948 et 1978, fuyant la misère et le franquisme, dont la moitié de manière illégale.

Ses arguments ne sont pas nouveaux, mais ils sont peu utilisés en ce moment et politiquement courageux, puisque en septembre, l'immigration est devenue pour la première fois la principale préoccupation des Espagnols, devant l'économie et le logement, selon le Centre de recherche sociologique – l'équivalent de l'Insee.

Alors que l'extrême droite parle d'« invasion » à propos des Africains accostant aux Canaries, il cite des faits : la migration irrégulière ne représente que 6 % du total des immigrés entrés en Espagne ces dix dernières

années, dont 40 % sont latino-américains, 30 % européens et 20 % africains.

Si, auparavant, bien des migrants ne restaient pas en Espagne et continuaient leur route vers le nord, c'est de moins en moins souvent le cas. Cette réalité est présentée comme une opportunité. De fait, malgré un solde démographique naturel négatif, l'Espagne est passée de 46,9 à 48,6 millions d'habitants (+ 3,6 %) entre 2019 et 2024. Dans le même temps, elle a gagné 1,4 million d'actifs qui contribuent à la croissance de l'économie, devenue l'un des moteurs de l'Europe (+ 2,7 % du PIB attendu cette année).

L'Eglise, rempart contre la xénophobie

Sans ces migrants, les principaux secteurs de l'économie espagnole ne pourraient pas fonctionner. L'agriculture, la construction, l'hôtellerie « couleraient, car ils y constituent de 25 % à 50 % des travailleurs », rappelle M. Sanchez. Loin de « nous mettre en danger », comme l'affirme l'extrême droite, ils représentent « la moitié des personnes qui travaillent dans les soins aux jeunes enfants ou aux personnes âgées », a-t-il ajouté. Les immigrés ont un taux d'activité de quatre points supérieur aux citoyens nationaux et apportent 10 % des revenus de la Sécurité sociale.

M. Sanchez n'est pas seul en Espagne à tenir un tel discours. L'Eglise espagnole reste un rempart contre la xénophobie. « Les personnes ont le droit fondamental de pouvoir chercher une vie meilleure. Les frontières ont été inventées par les hommes, pas par Dieu »,

a rappelé en mars l'évêque César Garcia Magan, secrétaire et porte-parole de la Conférence épiscopale espagnole, appelant les fidèles à « ne pas faire l'équation migrant égale délinquant, voleur ou violeur » car c'est « une injustice ». Le président de la Confédération des organisations d'entreprises, Antonio Garamendi, patron des patrons, soutient, quant à lui, la régularisation massive des travailleurs sans papiers et une « immigration légale et ordonnée » face au manque de main-d'œuvre.

« D'un point de vue pratique, Pedro Sanchez ne fait pas grand-chose de différent de ce qu'ont fait ses prédécesseurs en Espagne : il externalise la gestion de ses frontières au Maroc, on lui a reproché de procéder à des refoulements à chaud et il plaide pour des contrats de travail signés dans les pays d'origine », rappelle le politiste Pablo Simon, professeur à l'université Carlos-III de Madrid.

« Cependant, d'un point de vue rhétorique, analyse-t-il, il a décidé de faire de l'immigration un sujet de lutte idéologique face à l'extrême droite, en insistant sur ses bénéfices économiques et sur le respect des conventions internationales sur les droits humains. C'est un pari osé, alors que la gauche européenne ne sait pas comment affronter un thème qui lui a volé une partie de sa base électorale. » C'est aussi un pari nécessaire pour ne pas laisser l'extrême droite imposer un récit de la migration univoque, largement fantasmé. ■

SANDRINE MOREL
(MADRID, CORRESPONDANTE)



CHRONIQUE | PAR HAROLD THIBAUT

La Chine en quête de relance économique

Les dirigeants chinois ont le goût du suspense. « Les mesures seront de taille assez importante cette fois-ci », a fait savoir, vendredi 25 octobre, le vice-ministre des finances chinois, Liao Min, en déplacement à Washington pour les réunions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Voilà des semaines que les autorités chinoises font comprendre qu'un plan de relance est en préparation. Si décision il y a, elle pourrait être entérinée par les législateurs du Parti communiste chinois, l'Assemblée nationale populaire, dont le comité permanent se réunira du 4 au 8 novembre. L'ampleur du plan est l'une des inconnues. L'autre incertitude concerne les secteurs de l'économie que le pouvoir compte soutenir. Le ciblage des mesures sera un choix d'orientation politique majeur, un choix de société. Des mesures qui renforceraient l'Etat, ou les gouvernements locaux extrêmement endettés qu'il faut renflouer, accroîtraient encore la place de la puissance publique chinoise, tandis que des mesures amples de soutien à la consommation profiteraient aux ménages.

Derrière, il s'agit de savoir quelle Chine le président Xi Jinping entend façonner. Depuis septembre, Pékin égraine des annonces de soutien économique. C'est le signe que quelque chose a changé dans la perception du risque économique. Jusque-là, le tout-puissant chef de l'Etat-Parti chinois, par qui passent nécessairement les décisions importantes, semblait plutôt prêt à assumer une dose de ralentissement de l'économie. Après tout, il avait voulu dégonfler la bulle immobilière, quand bien même la chute de ce secteur a lourdement affecté les ménages, qui y plaçaient une bonne partie de leurs économies. Mais, au cœur de l'été, les prix de l'immobilier continuaient à baisser, et le chômage des jeunes passait de 13,2 % en juin à 17,1 % en juillet et 18,8 % en

août. Il devenait de plus en plus clair que la Chine peinerait à atteindre son objectif d'une croissance d'environ 5 % cette année.

Le consommateur, absent du plan

Depuis septembre, M. Xi a donc appelé toutes les couches de l'administration à faire le nécessaire pour redresser la croissance. La banque centrale s'est mobilisée en baissant ses taux directeurs et a débloqué une ligne de crédit pour doper le marché boursier, après un plan de soutien à l'immobilier en mai, tandis que des émissions obligataires devaient permettre d'aider les provinces et villes exsangues. Dans cette liste de mesures restait jusqu'à présent un absent majeur : le consommateur. Xi Jinping répète régulièrement qu'il considère la science et la technologie comme la « colonne vertébrale » de l'avancement de la Chine, face notamment aux Etats-Unis. Il insiste également sur la production industrielle, surtout les secteurs d'avenir – nouvelles énergies, batteries, semi-conducteurs –, et souligne aussi l'importance du service public. Le secrétaire du Parti communiste chinois a moins de mots pour la consommation. Il considère que l'Etat-providence, trop généreux, mène à l'indolence, à des habitudes que l'on ne peut plus retirer ensuite.

Il voit la Chine comme un peuple du labeur qui ne doit pas se complaire dans la douceur de vivre. Aux Etats-Unis, la consommation représente 68 % du PIB, en Allemagne 52,9 %, mais seulement 39 % en Chine l'an dernier. Renforcer la couverture sociale convaincrat les Chinois de dépenser plutôt que d'épargner en cas de pépin. Mais cette vision ne correspond pas à celle d'un Etat très fort, omniprésent dans l'économie, qui est celle du président chinois. M. Xi est convaincu que l'innovation est la clé, et que la puissance étatique doit y avoir un rôle central, ayant peu d'égards pour le consommateur, qui n'a pas la place prépon-

ÉLOGE DU DOUTE AU MOYEN-ORIENT



DE BEYROUTH À JÉRUSALEM

de Thomas L. Friedman,
Saint-Simon,
450 pages,
23,90 euros

Si vous avez des idées arrêtées sur le Moyen-Orient – où sont les bons, où sont les méchants, et cela pour l'éternité –, alors il ne faut pas lire ce livre. Car ce voyage, de Beyrouth à Jérusalem, est d'abord un éloge du doute. C'est un carnet de reportages où chaque point de vue avancé ne tient pas longtemps avant d'être contredit au chapitre suivant. Ici, les pages ne se tournent pas dans un sens aboutissant en fin d'ouvrage, et en apothéose logique, à la thèse que défend l'auteur. Elles déroulent le chaos du Moyen-Orient contemporain du début des années 1980 à l'aube du XXI^e siècle. Et l'auteur, le journaliste américain Thomas L. Friedman, triple Pulitzer, excusez du peu, finit l'humeur sombre. Aujourd'hui éditorialiste vedette du *New York Times*, Friedman a d'abord été correspondant de l'agence UPI, puis du grand quotidien new-yorkais à Beyrouth au beau milieu des guerres du Liban. Comme ce pays est, pour son malheur, le théâtre des affrontements

moyen-orientaux, le jeune homme venu de son Minnesota natal où la politique était simple (on vote démocrate ou républicain) s'est vite familiarisé avec les multiples lignes de fracture régionales : Israéliens contre Palestiniens, musulmans sunnites contre musulmans chiïtes, Arabes contre Iraniens, etc. – étant entendu que l'on règle les comptes par les armes et que les grands de ce monde sont de la partie.

Illusions perdues

Friedman a aimé le Liban. Il a écouté tout le monde. Entre deux batailles, il a joué au golf avec sa jeune épouse. Lui, l'enfant de la classe moyenne juive de Minneapolis, envoyé au kibboutz en Israël pour les vacances, sûr de la bonne et juste cause du mouvement national juif, se familiarise avec la « cause » des autres et perd quelques illusions au fil des massacres dont la capitale libanaise est le théâtre. Friedman est un conteur hors pair. Le sens de la scène, chez lui, précède le sens de l'analyse : on vit la situation avant qu'il ne la décortique. Le *New York*

Times l'envoie ensuite à Jérusalem quand l'espoir est encore là d'un règlement qui verrait la création d'un Etat palestinien au côté de l'Etat hébreu. Friedman y croit. Il couvre avec optimisme ces années qui vont déboucher sur la fin de la guerre froide et le début d'un dialogue sérieux entre Israéliens et le mouvement national palestinien. Encore une fois, il raconte les uns et les autres.

Le gamin du Minnesota veut à tout prix que l'Israël rêvé de son enfance fasse droit à un Etat palestinien dont l'ambition ne serait pas d'effacer son voisin. On sait que cet élan n'aboutira nulle part. Publiée une première fois en 1990, cette nouvelle édition comprend une longue préface et une courte postface. Friedman dit que les Etats-Unis n'obtiendront rien dans l'affaire israélo-palestinienne sans faire pression sur tous les protagonistes. Ce que Washington n'a pas fait. D'où les propos sévères pour son pays que tient ce patriote américain qui croit dans la paix par le partage territorial. ■

ALAIN FRACHON

Désinformation | PAR SELÇUK

